

Art. 26. Les articles 24 et 25 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour chacune de ces dispositions, d'une part pour les adhésions des médecins et d'autre part pour les adhésions des praticiens de l'art dentaire.

Jusqu'aux dates d'entrée en vigueur visées aux alinéas 1^{er} et 2, la Commission nationale médico-mutualiste et la Commission nationale dento-mutualiste peuvent fixer les modalités selon lesquelles la procédure d'adhésion à l'accord peut également être effectuée électroniquement.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances,
Mme J. MILQUET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

La Ministre des P.M.E.
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de la Simplification administrative,
O. CHASTEL

Le Ministre de la Coopération au développement,
J.-P. LABILLE

Le Secrétaire d'Etat au Développement durable,
S. VERHERSTRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants :

Documents. – Projet non-évoqué – Sénat/Projet de loi – Chambre, 53-2922/28-06-2013/14-11-2013 - N° 1. – Amendement, N° 2. – Rapport, N° 3. – Amendement, N° 4. – Errata, N° 5. – Rapport, N° 6. – Rapport, N° 7. – Texte adopté, N° 8. – Texte adopté, N° 9.

Compte rendu intégral : 04/12/2013.

Sénat.

Documents. – Projet non évoqué par le Sénat, S. 5-2346 – 2013/2014 - N° 1.

Art. 26. De artikelen 24 en 25 treden in werking op 1 januari 2017.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid voor iedere van deze bepalingen, enerzijds voor de toetredingen van de geneesheren en anderzijds voor de toetredingen van de tandheelkundigen.

Tot de in het eerste en in het tweede lid vermelde data van inwerkingtreding, kunnen de Nationale commissie geneesheren-ziekenfondsen en de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen de nadere regels bepalen waaronder de procedure van toetreding tot het akkoord ook elektronisch kan worden uitgevoerd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke kansenbeleid,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van K.M.O.'s,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Administratieve Vereenvoudiging,
O. CHASTEL

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
J.-P. LABILLE

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
S. VERHERSTRAETEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) *Zitting 2012/2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. – Niet-gevoceerd ontwerp - Senaat/Wetsontwerp - Kamer, 53-2922/28-06-2013/14-11-2013 - N° 1. – Amendement, N° 2. – Verslag, N° 3. – Amendement, N° 4. – Errata, N° 5. – Verslag, N° 6. – Verslag, N° 7. – Aangenomen tekst, N° 8. – Aangenomen tekst, N° 9.

Integraal verslag : 04/12/2013.

Senaat.

Stukken. – Niet-gevoceerd ontwerp door de Senaat, S. 5-2346 – 2013/2014 - N° 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2013/21141]

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative prévoit que les critères de base sur lesquels le formulaire d'analyse se fonde, les missions, la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'analyse d'impact ainsi que les conditions et les modalités de publicité des analyses d'impact seront précisés dans un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Tel est l'objet du présent arrêté.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2013/21141]

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging voorziet dat de basiscriteria waarop het analyseformulier stoelt, de opdrachten, de samenstelling en de werking van het impactanalysecomité alsook de voorwaarden en de wijze van openbaarheid van de impactanalyses in een Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden bepaald. Dit maakt het voorwerp uit van huidig besluit.

Commentaires des articles

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

CHAPITRE II. — Formulaire et procédure

Art. 2. Cet article décrit la manière dont le formulaire doit être utilisé pour effectuer l'analyse d'impact.

Le formulaire contient deux parties. La première partie est une fiche signalétique qui renseigne e.a. sur le projet de réglementation et son auteur. Elle permet de contextualiser le projet de réglementation et de faire référence à des analyses d'impact antérieures et aux sources utilisées pour effectuer l'analyse d'impact. La deuxième partie est l'analyse d'impact proprement dite. Elle est découpée en thèmes relatifs aux objectifs transversaux et aux matières visées par la loi. Les thèmes relatifs au développement durable couvrent tous les aspects de la société et sont traités via un screening. En pratique, l'auteur de la réglementation déduit les éventuels impacts positifs et/ou négatifs de son projet sur base de mots-clés qui orientent sa réflexion. Les thèmes relatifs aux analyses, dites thématiques, sont au nombre de quatre (gender, petites et moyennes entreprises, charges administratives et cohérence des politiques en faveur du développement) et sont abordés via des questions liées à leurs objectifs respectifs. En pratique, l'auteur de la réglementation est invité à qualifier les éventuels impacts positifs ou négatifs de son projet sur base de questions ouvertes "en chicane" à partir de questions filtres qui permettent d'orienter la suite de l'analyse vers les questions pertinentes uniquement. Ainsi, seules les informations nécessaires pour atteindre les objectifs de l'analyse d'impact sont demandées.

Art.3. La procédure d'analyse d'impact intégrée doit se conformer à la procédure à suivre pour l'introduction et l'approbation d'une nouvelle réglementation par le Conseil des ministres.

CHAPITRE III. — Organisation, composition et mission du comité

Art. 4. Le comité d'analyse d'impact est institué auprès de l'Agence pour la Simplification administrative de la Chancellerie du Premier Ministre. L'Agence en assurera le secrétariat et le pilotage.

Un manuel expliquera la procédure à suivre pour effectuer une analyse d'impact. En outre les auteurs de réglementations et d'analyse d'impact doivent pouvoir adresser leurs questions et demandes d'aides auprès des experts dans chaque domaine relevant du champ d'application de la loi. A cet effet, sera mis en place un helpdesk commun qui recevra les demandes et les redistribuera vers les services et instances compétents.

Art. 5 et 6. La composition du comité tient compte de deux éléments. D'une part, chaque service compétent pour un des domaines relevant de la loi doit y apporter son expertise, et d'autre part, le comité doit être en mesure de répondre en principe dans un délai de 5 jours ouvrables à toute demande de vérification.

Pour couvrir les domaines énumérés par la loi au moment de son entrée en vigueur, il sera composé de 10 personnes à savoir :

- 2 représentants du SPP Développement Durable pour les aspects développement durable;
- 2 représentants de l'Agence pour la Simplification Administrative pour les aspects charges administratives;
- 2 représentants de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes pour les aspects d'égalité entre les hommes et les femmes;
- 2 représentants de la Direction Générale des P.M.E. au sein du SPF Economie pour les aspects P.M.E.;
- 2 représentants de la Direction générale de la Coopération au développement et de l'aide humanitaire au sein du SPF Affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement pour les aspects cohérence des politiques en faveur du développement.

Il appartient aux chefs d'administration des services concernés de désigner les personnes compétentes pour participer à la bonne marche du comité. Ils doivent veiller à ce que les missions du comité puissent être exécutées dans les délais prescrits ou convenus.

Les membres du comité doivent pouvoir exercer leur missions efficacement, en toute indépendance à l'égard de l'autorité qui le sollicite, tout en respectant les principes de confidentialité et de discrétion applicables à tout agent de l'État.

Art. 7. Le comité d'analyse est chargé de deux missions. L'une consistant en la vérification de la qualité d'analyse d'impact, s'exerçant ex ante, sur demande et l'autre consistant en une évaluation ex post, qui

Commentaar bij de artikelen

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Dit artikel vergt geen commentaar.

HOOFDSTUK II. — Formulier en procedure

Art. 2. In dit artikel wordt het formulier beschreven dat moet gebruikt worden bij het uitvoeren van een impactanalyse.

Het zal uit twee delen bestaan. Het eerste deel is een beschrijvende fiche die informatie bevat betreffende o.a. de opsteller en het onderwerp van de geplande regelgeving. Zij maakt het mogelijk het onderwerp van regelgeving in zijn context te plaatsen, alsook te verwijzen naar eerder uitgevoerde impactanalyses en naar de bronnen gebruikt bij de impactanalyse. Het tweede deel bevat de eigenlijke impactanalyse. Zij is opgedeeld in thema's die betrekking hebben op de transversale doelstellingen en aangelegenheden bedoeld door de wet. De thema's met betrekking tot de duurzame ontwikkeling bestrijken alle aspecten van de maatschappij en worden via een screening behandeld. In de praktijk, onderzoekt de opsteller van de regelgeving de eventuele positieve en/of negatieve impact van zijn ontwerp aan de hand van een reeks oriënterende trefwoorden. De vier zogenoemde thematische analyses (gender, kleine en middelgrote ondernemingen, administratieve lasten en beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling) worden aangesneden door vragen die verband hebben met hun doelstellingen. In de praktijk wordt de opsteller van de regelgeving uitgenodigd om de eventuele positieve en/of negatieve impact van zijn ontwerp te beschrijven aan de hand van open vragen uitgaande van filtervragen die het mogelijk maken het vervolg van de analyse enkel naar de relevante vragen te oriënteren. Op die manier zal enkel die informatie opgevraagd worden die nodig is om de doelstellingen van de impactanalyse te bereiken.

Art. 3. De procedure van de geïntegreerde impactanalyse dient afgestemd te worden op de procedure die moet gevolgd worden bij de behandeling en goedkeuring van nieuwe regelgeving binnen de Ministerraad.

HOOFDSTUK III. — Organisatie, samenstelling en opdrachten van het comité

Art. 4. Het impactanalysecomité wordt opgericht bij de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging van de FOD Kanselarij van de Eerste Minister. Deze dienst zal dit comité aansturen en het secretariaat ervan verzekeren.

Een handleiding zal de procedure om een impactanalyse uit te voeren verduidelijken. Bovendien moeten de opstellers van de regelgeving en impactanalyses hun vragen en verzoeken om ondersteuning tot deskundigen in elk domein behorend tot het toepassingsgebied van de wet kunnen richten. Daartoe zal een gemeenschappelijke helpdesk opgericht worden die de adviesaanvragen zal ontvangen en doorsturen naar de bevoegde diensten en instanties.

Art. 5 en 6. De samenstelling van het comité houdt rekening met twee elementen. Enerzijds dient elke dienst, bevoegd voor één van de domeinen die onder het toepassingsgebied van de wet vallen, zijn deskundigheid ter beschikking te stellen, en anderzijds dient het comité in staat te zijn om in principe elke adviesaanvraag binnen een termijn van 5 werkdagen te beantwoorden.

Om alle domeinen, opgesomd door de wet bij haar inwerkingtreding, te bestrijken zal het comité samengesteld zijn uit 10 personen, namelijk :

- 2 vertegenwoordigers van de POD Duurzame Ontwikkeling voor wat betreft de aspecten duurzame ontwikkeling;
- 2 vertegenwoordigers van de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging voor de aspecten administratieve lasten;
- 2 vertegenwoordigers van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen voor de aspecten gelijkheid van vrouwen en mannen;
- 2 vertegenwoordigers van het Directoraat-Generaal voor de K.M.O.'s van de FOD Economie voor de K.M.O. aspecten;
- 2 vertegenwoordigers van de Directie-generaal Ontwikkelingssamenwerking en humanitaire hulp van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor de aspecten beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling.

De leidinggevende ambtenaren van de betreffende diensten dienen de bevoegde personen aan te duiden om aan de goede werking van het comité bij te dragen. Zij moeten er over waken dat de opdrachten van het comité binnen de voorgeschreven of vastgestelde termijnen kunnen worden uitgevoerd.

De leden van het comité moeten hun opdrachten doeltreffend, in alle onafhankelijkheid ten opzichte van de verzoekende overheid, kunnen uitvoeren, met eerbied voor de principes van vertrouwelijkheid en discretie die gelden voor elke rijksambtenaar.

Art. 7. Het analysecomité is belast met twee opdrachten. Ten eerste - wanneer hierom wordt verzocht - de ex ante evaluatie van de kwaliteit van de uitgevoerde impactanalyse, en ten tweede een ex post-evaluatie,

fera l'objet d'un rapport annuel, aux fins de tirer les enseignements de l'application de la loi, de ses arrêtés d'exécution ainsi que des outils mis à disposition des rédacteurs d'analyse d'impact pour les aider à les effectuer.

Art 8. La saisine du comité se fera par courrier électronique, auprès du secrétariat par qui transite la communication avec le demandeur. La vérification de la qualité de l'analyse d'impact implique d'être effectuée d'une manière rigoureuse et standardisée; le résultat doit présenter une valeur ajoutée pour toutes les personnes impliquées.

Le délai de réponse du comité est par défaut fixé à 5 jours ouvrables. Toutefois, si un délai plus court est demandé, il appartient au comité d'examiner les moyens dont il dispose pour y répondre. A l'inverse si le comité est interrogé plus tôt dans le processus d'élaboration de la réglementation, un autre délai peut lui être accordé ce qui accroît a priori l'efficacité de son intervention.

Les autres modalités de fonctionnement seront précisées dans un règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE IV. — *Publicité de l'analyse d'impact*

Art. 9. Conformément au souhait du législateur, et à l'avis n° 53.020/1/2 du Conseil d'Etat (10 avril 2013) qui considère que l'analyse d'impact est un document administratif soumis à la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, les analyses d'impact seront rendues publiques afin de contribuer à la transparence du processus d'élaboration des décisions. Outre dans les documents parlementaires pour ce qui concerne les projets de lois, les analyses d'impact seront publiées sur un site public au plus tard au moment où les textes réglementaires sont eux-mêmes rendus publics. Pour ce qui concerne les analyses d'impact portant sur des décisions visées à l'article 6,§ 2 de la loi, le responsable politique décidera du moment de leur publication. Les analyses d'impact sont mises à disposition des organes consultatifs, le cas échéant, afin de contribuer à la préparation de leurs avis.

Art 10. Le préambule de chaque loi, arrêté royal ou arrêté ministériel entrant dans le champ d'application de cette loi, doit mentionner, l'existence d'une analyse d'impact ou, s'il n'y a pas eu d'analyse d'impact effectuée, les raisons de dispense ou d'exception. Il s'agit de la conséquence d'une formalité obligatoire qui doit être mentionnée dans le préambule des projets de loi ou d'arrêtés royaux et ministériels entrant dans le champ d'application de la loi, au même titre que ce qui existe actuellement, pour par exemple, l'avis de l'Inspection des Finances, l'accord du Ministre du Budget, l'avis du Conseil d'Etat ou l'évaluation d'incidence sur le développement durable.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. Cet article établit que l'arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 à la même date que celle prévue à l'article 12 de la loi.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Egalité des Chances,
Mme J. MILQUET

La Ministre des P.M.E.,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de la Simplification administrative,
O. CHASTEL

Le Ministre de la Coopération au développement,
J.-P. LABILLE

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat au Développement durable,
S. VERHERSTRAETEN

onder de vorm van een jaarverslag, met het doel lessen te trekken uit de toepassing van de wet, haar uitvoeringsbesluiten, alsook desgevallend bijkomende ondersteuningstools ter beschikking te kunnen stellen van de opstellers van impactanalyses.

Art. 8. Alle vragen aan het comité dienen elektronisch doorgestuurd te worden naar het secretariaat, dat instaat voor de communicatie met de verzoeker. De evaluatie van de kwaliteit van de impactanalyse zal op een strikte en gestandaardiseerde wijze worden uitgevoerd; het resultaat ervan moet een toegevoegde waarde voor alle betrokken personen opleveren.

De standaard antwoordtermijn van het comité wordt op 5 werkdagen vastgelegd. Indien echter een kortere termijn wordt gevraagd, is het de taak van het comité om te onderzoeken of het hiertoe de beschikbare middelen heeft. Daarentegen kan aan het comité een andere termijn toegestaan worden, indien het in een vroegere fase bij de totstandkoming van de regelgeving wordt gevat, wat a priori de doeltreffendheid van zijn tussenkomst zal verhogen.

De nadere werkwijze zal in een huishoudelijk reglement uitgewerkt worden.

HOOFDSTUK IV. — *Openbaarheid van de impactanalyse*

Art. 9. Overeenkomstig de wens van de wetgever en het advies nr. 53.020/1/2 van de Raad van State (10 april 2013), dat stelt dat de impactanalyse een bestuursdocument is dat aan de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur is onderworpen, zullen de impactanalyses openbaar worden gemaakt teneinde bij te dragen tot de transparantie van het besluitvormingsproces. Bovenop de publicatie in de parlementaire documenten wat betreft de wetsontwerpen, zullen de impactanalyses op een openbare website gepubliceerd worden, ten laatste op het ogenblik dat de regelgevingen zelf openbaar worden gemaakt. Wat betreft de impactanalyses die betrekking hebben op de beslissingen als bedoeld onder artikel 6,§ 2 van de wet, zal de politieke verantwoordelijke over het ogenblik van hun publicatie beslissen. De impactanalyses zullen, indien nodig, ter beschikking van de overlegorganen worden gesteld ter voorbereiding van hun adviezen.

Art. 10. In de preambule van elke wet, koninklijk besluit of ministerieel besluit, dat onder het toepassingsgebied van deze wet valt, moet vermeld worden of er een impactanalyse werd uitgevoerd. Indien er geen impactanalyse werd uitgevoerd dan moet de vrijstellings- of uitzonderingsgrond vermeld worden. Het gaat hier om het gevolg van de verplichte invoering van een bijkomende vermelding in de preambule van de wetsontwerpen, ontwerpen van koninklijke en ministeriële besluiten die onder de toepassing van de wet vallen, naar het voorbeeld van deze die vandaag reeds bestaat met betrekking tot het advies van de Inspectie van Financiën, het akkoord van de Minister van Begroting, het advies van de Raad van State of de effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit artikel bepaalt dat het besluit inwerking zal treden op 1 januari 2014 op de zelfde datum als de wet zoals bepaald in artikel 12 van de wet.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaar,

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

De Minister van Gelijke kansenbeleid,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van K.M.O.'s,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Administratieve Vereenvoudiging,
O. CHASTEL

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
J.-P. LABILLE

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
S. VERHERSTRAETEN

CONSEIL D'ETAT
section de législation

Avis 54.541/1 du 16 décembre 2013 sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution du titre 2, chapitre II de la loi du 15 décembre 2013 portant dispositions diverses concernant la simplification administrative'

Le 20 novembre 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de la Simplification administrative à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution du titre 2, chapitre II de la loi du 15 décembre 2013 portant dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 12 décembre 2013. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Wouter Pas, conseillers d'Etat, Marc Rigaux et Michel Tison, assessseurs, et Wim Geurts, greffier.

Le rapport a été présenté par Pierrot T'Kindt, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 décembre 2013.

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de donner exécution au chapitre 2 du titre 2 de la loi 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' (ci-après : la loi) (1), qui a trait à l'analyse d'impact préalable de la réglementation (2).

L'entrée en vigueur des dispositions en projet coïncide avec celle de la loi, à savoir le 1^{er} janvier 2014.

2. Le projet tire son fondement juridique des articles 6, § 1^{er}, et 7, §§ 2 et 3, de la loi.

Force est de constater que le projet ne règle que de manière limitée le fonctionnement du comité d'analyse d'impact. Or, en vertu de l'article 7, § 3, de la loi, le Roi doit régler de manière exhaustive le fonctionnement de ce comité. La question se pose dès lors de savoir si le projet ne doit pas être complété sur ce point, notamment en ce qui concerne le mode de décision applicable à ce comité.

Examen du texte

Observations préalables

3. Les références faites dans le projet aux dispositions de la loi ne concordent pas avec la (nouvelle) numérotation des articles de cette loi et il y a lieu d'y remédier.

4. L'arrêté envisagé doit être présenté et signé également par le Ministre des Finances auquel est adjoint le Secrétaire d'Etat au Développement durable.

Intitulé

5. Dans l'intitulé du projet, il y a lieu d'écrire "titre 2, chapitre 2 (et non : titre 2, chapitre II)" et, dans le texte français, "... portant des dispositions..." au lieu de "... portant dispositions...".

Préambule

6. Eu égard aux observations formulées ci-dessus concernant le fondement juridique du projet, on rédigera le premier alinéa du préambule comme suit :

"Vu la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, les articles 6, § 1^{er}, et 7, §§ 2 et 3;"

7. Puisqu'en application de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', le projet est dispensé d'un examen préalable visé à l'article 19/1, § 1^{er}, premier alinéa de la même loi, la référence faite dans le deuxième alinéa du préambule sera omise.

Article 1^{er}

8. On écrira à la fin de l'article 1^{er}, 1^o, du projet, "... simplification administrative, titre 2, chapitre 2;"

9. A l'instar de son point 2^o, l'article 1^{er}, 3^o et 4^o, pourra faire référence à la disposition concernée (article 7).

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 54.541/1 van 16 december 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk II van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'

Op 20 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Administratieve Vereenvoudiging verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk II van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 12 december 2013. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Wouter Pas, staatsraden, Marc Rigaux en Michel Tison, assessoren, en Wim Geurts, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pierrot T'Kindt, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 december 2013.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan hoofdstuk 2 van titel 2 van de wet 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging' (hierna : de wet), (1) dat betrekking heeft op de voorafgaande regelgevingsimpactanalyse. (2)

De inwerkingtreding van de ontworpen regeling valt samen met die van de wet, op 1 januari 2014.

2. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door de artikelen 6, § 1, en 7, §§ 2 en 3, van de wet.

Vastgesteld moet worden dat het ontwerp slechts op beperkte wijze de werking van het impactanalysecomité regelt. De Koning dient evenwel op grond van artikel 7, § 3, van de wet de werking van dat comité op exhaustieve wijze te regelen. Vraag is dan ook of het ontwerp op dat punt niet moet worden aangevuld, inzonderheid wat betreft de wijze van besluitvorming in de schoot van dat comité.

Onderzoek van de tekst

Voorafgaande opmerkingen

3. De in het ontwerp opgenomen verwijzingen naar bepalingen van de wet stemmen niet overeen met de (nieuwe) nummering van de artikelen van die wet, wat dient te worden verholpen.

4. Het te nemen besluit dient mede te worden voorgedragen en ondertekend door de Minister van Financiën aan wie de Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling is toegevoegd.

Opschrift

5. In het opschrift van het ontwerp dient te worden geschreven "titel 2, hoofdstuk 2 (niet : titel 2, hoofdstuk II)".

Aanhef

6. Gelet op wat hiervoor is opgemerkt omtrent de rechtsgrond van het ontwerp, redigere men het eerste lid van de aanhef als volgt :

"Gelet op de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, artikelen 6, § 1, en 7, §§ 2 en 3;"

7. Aangezien het ontwerp met toepassing van artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 'houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' is vrijgesteld van een voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel 19/1, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, dient de verwijzing in het tweede lid van de aanhef te worden weggelaten.

Artikel 1

8. In artikel 1, 1^o, van het ontwerp schrijve men aan het einde "... vereenvoudiging, titel 2, hoofdstuk 2;"

9. In artikel 1, 3^o en 4^o, van het ontwerp kan, naar het voorbeeld van de bepaling sub 2^o ervan, een verwijzing worden opgenomen naar de betreffende wetsbepaling (artikel 7).

Article 2

10. Dans le texte néerlandais de l'article 2, §§ 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, du projet, le mot "geplande" sera chaque fois remplacé par le mot "ontworpen".

11. Dans le texte néerlandais de l'article 2, § 1^{er}, le mot "wordt" sera en outre inséré avant le mot "onderzocht".

12. Dans le texte néerlandais de l'article 2, § 2, 2^o, premier tiret, du projet, on écrira "trefwoorden die de beoordeling mogelijk maken (et non : toelaten)".

13. Compte tenu de l'article 7, § 1^{er}, de la loi, qui dispose que l'analyse d'impact est effectuée selon des critères et des indicateurs pertinents qui permettent d'évaluer les effets potentiels sur les objectifs transversaux et les matières, il est recommandé d'écrire à la fin de l'article 2, § 2, 2^o, deuxième tiret : "... qui permettent de juger si les objectifs respectifs sont poursuivis, et de quelle manière ils le sont".

Article 3

14. On écrira dans le texte néerlandais de l'article 3, § 2, du projet, "bepaald (et non : voorzien) in artikel 8 van de wet".

Article 5

15. L'article 5 du projet fait mention en son paragraphe 1^{er} de "chaque service fédéral" et en son paragraphe 2 des "institutions et services" visés au paragraphe 1^{er}. Il y a lieu d'éliminer cette discordance.

16. Dans le texte néerlandais de l'article 5, § 2, il conviendra de remplacer les mots "aangeduid" et "aanduiding" par les mots "aangewezen" et "aanwijzing".

Article 7

17. On écrira dans le texte néerlandais de l'article 7, § 2, du projet, "met (et non : in) toepassing van".

18.1. Eu égard également au texte néerlandais ("website"), mieux vaudra écrire "site web" dans le texte français de l'article 7, § 3, du projet.

18.2. Les textes néerlandais et français de l'article 9, § 1^{er}, du projet, seront adaptés de la même manière.

Article 8

19. L'article 8, § 1^{er}, du projet, dispose que le comité examine l'analyse d'impact pour laquelle une demande lui est adressée, ainsi que tous les documents annexés dans les "cinq jours ouvrables".

L'article précisera les jours qui ne sont pas des jours ouvrables et qui ne sont donc pas pris en considération pour le calcul du délai qui y figure.

20. Il conviendra d'écrire dans le texte néerlandais de l'article 8, § 3, du projet, "een of meer" (et non : "één of meerdere").

Article 9

21. Dans la mesure où l'article 9 du projet s'applique également aux analyses d'impact effectuées de manière facultative (article 6, § 2, de la loi), ce qui gagnerait à être précisé dans un souci de sécurité juridique, la question se pose de savoir à quel moment les analyses d'impact concernant des actes sans valeur normative (circulaires et décisions) sont publiées. Le cas échéant, le projet sera complété par une disposition en ce sens.

Article 10

22. Mieux vaudrait remplacer le mot "preamble" par le mot "aanhef" dans le texte néerlandais de l'article 10 du projet.

Il convient en outre de tenir compte du fait qu'il n'y a pas de préambule dans une loi mais bien dans un arrêté royal accompagnant un projet de loi, déposé auprès d'une Chambre législative.

Article 12

23. Un secrétaire d'État ne peut pas être désigné pour exécuter un arrêté royal, même s'il a conjointement proposé et signé l'arrêté en question. En effet, il n'y a pas nécessairement dans chaque gouvernement fédéral un secrétaire d'État compétent pour la matière considérée. C'est donc seulement le ministre qui a le Développement durable dans ses attributions qui sera chargé, à l'article 12 du projet, de l'exécution de l'arrêté envisagé en ce qui concerne les aspects de l'arrêté envisagé qui relèvent de la matière concernée.

Artikel 2

10. In artikel 2, §§ 1 en 2, 1^o en 2^o, van het ontwerp dient in de Nederlandse tekst het woord "geplande" telkens te worden vervangen door het woord "ontworpen".

11. In de Nederlandse tekst van artikel 2, § 1, dient bovendien het woord "wordt" te worden ingevoegd vóór het woord "onderzocht".

12. In de Nederlandse tekst van artikel 2, § 2, 2^o, eerste streepje, van het ontwerp dient te worden geschreven "trefwoorden die de beoordeling mogelijk maken (niet : toelaten)".

13. Rekening houdende met artikel 7, § 1, van de wet, waarin wordt bepaald dat de impactanalyse wordt uitgevoerd op basis van relevante criteria en indicatoren die het mogelijk maken de potentiële gevolgen op de transversale doelstellingen en aangelegenheden te evalueren, verdient het aanbeveling om aan het einde van artikel 2, § 2, 2^o, tweede streepje, te schrijven : "... waardoor kan worden beoordeeld of en hoe de respectieve objectieven worden nagestreefd".

Artikel 3

14. In de Nederlandse tekst van artikel 3, § 2, van het ontwerp schrijve men "bepaald (niet : voorzien) in artikel 8 van de wet".

Artikel 5

15. In artikel 5 van het ontwerp wordt in paragraaf 1 gewag gemaakt van "de federale diensten" en in paragraaf 2 van "de instellingen en diensten" bedoeld in paragraaf 1. Die discrepantie moet worden weggewerkt.

16. In de Nederlandse tekst van artikel 5, § 2, dienen de woorden "aangeduid" en "aanduiding" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "aangewezen" en "aanwijzing".

Artikel 7

17. In de Nederlandse tekst van artikel 7, § 2, van het ontwerp schrijve men "met (niet : in) toepassing van".

18.1. In de Franse tekst van artikel 7, § 3, van het ontwerp wordt, mede gelet op de Nederlandse tekst ("website"), beter geschreven "site web".

18.2. De Nederlandse en de Franse tekst van artikel 9, § 1, van het ontwerp dient op overeenkomstige wijze te worden aangepast.

Artikel 8

19. Artikel 8, § 1, van het ontwerp bepaalt dat het comité de impactanalyse waarvoor een adviesaanvraag wordt ingediend met alle daaraan toegevoegde documenten onderzoekt binnen vijf "werkdagen".

In het artikel dient te worden bepaald welke dagen geen werkdagen zijn en dus niet in aanmerking komen voor de berekening van de erin vermelde termijn.

20. In de Nederlandse tekst van artikel 8, § 3, van het ontwerp dient te worden geschreven "een of meer" (niet : "één of meerdere").

Artikel 9

21. Voor zover artikel 9 van het ontwerp ook van toepassing is op de impactanalyses die op facultatieve wijze worden uitgevoerd (artikel 6, § 2, van de wet), wat ter wille van de rechtszekerheid dient te worden verduidelijkt, rijst de vraag op welk tijdstip de impactanalyses die betrekking hebben op niet-regelgevende teksten (omzendbrieven en beslissingen) worden bekendgemaakt. Het ontwerp zal in voorkomend geval met een bepaling in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 10

22. In de Nederlandse tekst van artikel 10 van het ontwerp wordt het woord "preamble" beter vervangen door het woord "aanhef".

Bovendien dient er rekening mee te worden gehouden dat in een wet geen aanhef voorkomt, maar wel in het koninklijk besluit waarmee een ontwerp van wet bij een van de Wetgevende Kamers wordt ingediend.

Artikel 12

23. Een staatssecretaris mag niet worden aangewezen om een koninklijk besluit uit te voeren, zelfs al heeft hij dat besluit mee voorgedragen en ondertekend. In elke federale regering is immers niet noodzakelijk een staatssecretaris opgenomen die bevoegd is voor de betreffende aangelegenheid. Het is derhalve de minister bevoegd voor Duurzame Ontwikkeling die in artikel 12 van het ontwerp, voor de aspecten van het te nemen besluit die met die aangelegenheid verband houden, moet worden belast met de uitvoering van het te nemen besluit.

Note

(1) Cette loi a été adoptée à la Chambre des représentants le 14 novembre 2013 (Doc. parl., Chambre 2012-13, n° 53 2922/009), mais n'a pas encore été publiée.

(2) Aux termes de l'article 5, § 1^{er}, de la loi, on entend par l'analyse d'impact de la réglementation visée "l'évaluation des effets potentiels de tout avant-projet de réglementation, visé à l'article 6, sur l'économie, l'environnement, les aspects sociaux et les administrations, préalablement à son adoption par l'autorité politique".

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, articles 6, § 1^{er} et 7, §§ 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2013;

Vu l'avis 54.541/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre de l'Egalité des chances, de la Ministre des P.M.E., du Ministre de la Simplification Administrative, du Ministre de la Coopération au développement, du Ministre des Finances, du Secrétaire d'Etat au Développement durable et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "la loi" : la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, titre 2, chapitre 2;

2° "l'analyse d'impact" : l'analyse d'impact intégrée préalable à l'adoption d'une réglementation comme définie à l'article 5, § 1^{er}, de la loi.

3° "le comité" : le comité d'analyse d'impact visé à l'article 7 de la loi;

4° "le formulaire" : le formulaire d'analyse d'impact visé à l'article 7, § 1^{er} de la loi;

5° "jour ouvrable" : celui qui n'est ni un samedi, ni un dimanche ni un jour férié.

CHAPITRE II. — *Procédure d'analyse d'impact*

Art. 2. § 1^{er}. L'impact du projet de réglementation sur les objectifs transversaux et les matières énumérés à l'article 5 § 2 de la loi, est analysé à l'aide d'un formulaire standard.

§ 2. Le formulaire est scindé en deux parties :

1° Une fiche signalétique renseigne les informations relatives à l'auteur et au projet de réglementation.

2° Une analyse des impacts du projet de la réglementation sur :

- le développement durable au moyen de mots-clés qui permettent de juger de l'évolution vers les principaux objectifs de développement durable : la promotion de la cohésion sociale, l'adaptabilité de son économie aux défis économiques, sociaux et environnementaux, la préservation de l'environnement, la responsabilité sociétale de l'autorité publique;

- l'égalité entre les femmes et les hommes, les P.M.E., les charges administratives et la cohérence des politiques en faveur du développement au moyen de questions ouvertes qui permettent de juger si et comment les objectifs respectifs sont poursuivis.

Nota

(1) Die wet is aangenomen in de Kamer van volksvertegenwoordigers op 14 november 2013 (Parl.St. Kamer 2012-13, nr. 53-2922/009), maar is nog niet bekendgemaakt.

(2) Luidens artikel 5, § 1, van de wet wordt onder de bedoelde regelgevingsimpactanalyse verstaan, "de evaluatie van de potentiële gevolgen van elk in artikel 6 bedoeld voorontwerp van regelgeving op de economie, het leefmilieu, de sociale aspecten en de overheidsdiensten, voorafgaand aan de goedkeuring ervan door de politieke overheid".

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, artikelen 6, § 1 en 7, §§ 2 en 3;

Gelet op het Koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2013;

Gelet op het advies 54.541/1 van de Raad van State, gegeven op 16 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Gelijke kansen, de Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen, de Minister van Administratieve vereenvoudiging, de Minister van Ontwikkelingssamenwerking, de Minister van Financiën, de Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de wet" : de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, titel 2, hoofdstuk 2;

2° "de impactanalyse" : de geïntegreerde impactanalyse voorafgaand aan de goedkeuring van een regelgeving zoals gedefinieerd in artikel 5, § 1, van de wet;

3° "het comité" : het impactanalysecomité als bedoeld onder artikel 7 van de wet;

4° "het formulier" : het impactanalyseformulier als bedoeld onder artikel 7, § 1 van de wet;

5° "werkdag" : de dag die noch een zaterdag, noch een zondag, noch een feestdag is.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de impactanalyse*

Art. 2. § 1. De impact van de ontworpen regelgeving op de transversale doelstellingen en aangelegenheden, vermeld in artikel 5 § 2, van de wet, wordt onderzocht aan de hand van een standaard formulier.

§ 2. Het formulier wordt opgesplitst in twee delen :

1° Een beschrijvende fiche met informatie betreffende de opsteller en het onderwerp van de ontworpen regelgeving,

2° Een beschrijving van de impact van de ontworpen regelgeving op :

- duurzame ontwikkeling aan de hand van een reeks trefwoorden die de beoordeling mogelijk maken van de evolutie naar de hoofddoelstellingen van duurzame ontwikkeling : de bevordering van de sociale cohesie, het aanpassingsvermogen van de economie aan de economische, sociale en milieu-uitdagingen, de bescherming van het leefmilieu, de maatschappelijke verantwoordelijkheid van de overheid;

- de gelijkheid van kansen tussen vrouwen en mannen, de kleine en middelgrote ondernemingen, de administratieve lasten en de beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling en dit aan de hand van open vragen waardoor kan worden beoordeeld of en hoe de respectieve objectieven worden nagestreefd.

Art. 3. § 1^{er}. Le formulaire complété est joint au dossier soumis à l'approbation du Conseil des Ministres.

§ 2. En cas d'application d'une dispense ou d'une exception prévue à l'article 8 de la loi, la mention du motif de la dispense ou de l'exception suffit.

CHAPITRE III. — *Organisation, composition et mission du comité*

Art. 4. Le comité est institué auprès de l'Agence pour la Simplification administrative qui en assure le secrétariat.

Art. 5. § 1^{er}. Le comité est composé de deux représentants de chaque service et institution fédéral chargé de la mise en œuvre des objectifs transversaux et matières entrant dans le champ d'application de l'article 5 de la loi.

§ 2. Les membres du comité sont désignés par les fonctionnaires dirigeants des services et institutions visées par le § 1^{er} pour une durée de 3 ans. Cette désignation est renouvelable.

Art. 6. Les membres du comité exercent leurs missions en toute indépendance à l'égard des auteurs de réglementation.

Art. 7. § 1^{er}. Le comité est chargé d'établir le formulaire.

§ 2. Il vérifie la qualité des analyses d'impact qui lui sont soumises en vertu de l'article 7, § 2, de la loi.

§ 3. Il rédige un rapport annuel sur l'application de la loi, ses arrêtés d'exécution et sur la manière dont les analyses d'impact ont été effectuées. Ce rapport est communiqué au Conseil des Ministres et est publié ensuite sur le site web visé à l'article 9.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsqu'une demande lui est adressée, le comité examine l'analyse d'impact ainsi que tous les documents annexés, dans les cinq jours ouvrables. En accord avec le demandeur, ce délai peut être raccourci ou prolongé.

§ 2. La demande est adressée par courrier électronique au secrétariat du comité. La date de réception fait débiter le délai mentionné au § 1^{er}.

§ 3. La demande peut concerner tout ou seulement une partie des objectifs transversaux et matières visés à l'article 5, § 2, de la loi.

§ 4. Le comité vérifie l'analyse d'impact selon les critères suivants : la complétude, l'exactitude des informations en ce compris les sources et les références utilisées, ainsi que la pertinence des explications.

§ 5. Un règlement d'ordre intérieur précisera les modalités complémentaires de fonctionnement.

CHAPITRE IV. — *Publicité de l'analyse d'impact*

Art. 9. § 1^{er}. Les analyses d'impact sont publiées sur le site web de l'Agence pour la Simplification administrative.

§ 2. Les analyses d'impact relatives aux projets de lois sont publiées au moment où le projet est déposé au Parlement.

§ 3. Les analyses d'impact relatives aux arrêtés royaux et ministériels ainsi qu'aux circulaires sont publiées au moment de leur publication au *Moniteur belge*.

§ 4. Les analyses d'impact portant sur des décisions seront publiées au moment où le membre du gouvernement compétent le décide.

Art. 10. Les avant-projets d'arrêtés royaux, d'arrêtés ministériels qui entrent dans le champ d'application de la loi mentionnent dans leur préambule, l'existence de l'analyse d'impact effectuée ou à défaut, le motif d'une dispense ou exception visée à l'article 8 de la même loi.

Art. 3. § 1. Het ingevulde formulier wordt toegevoegd aan het dossier, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Ministerraad.

§ 2. Bij toepassing van een van de vrijstellingen of uitzonderingen bepaald in artikel 8 van de wet volstaat de vermelding van de vrijstellings- of uitzonderingsgrond.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie, samenstelling en opdrachten van het comité*

Art. 4. Het comité wordt opgericht bij de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging, die instaat voor het secretariaat.

Art. 5. § 1. Het comité is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van ieder van de federale diensten en instellingen belast met het uitwerken van de transversale doelstellingen en aangelegenheden die onder het toepassingsgebied van artikel 5 van de wet vallen.

§ 2. De leden van het comité worden aangewezen door de leidende ambtenaren van de diensten en instellingen bedoeld in § 1 voor een termijn van 3 jaar. Deze aanwijzing is hernieuwbaar.

Art. 6. De leden van het comité voeren hun opdrachten uit in alle onafhankelijkheid ten opzichte van de opstellers van de regelgeving.

Art. 7. § 1. Het comité is belast met het opstellen van het formulier.

§ 2. Het verifieert de kwaliteit van de impactanalyses die hem worden voorgelegd met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet.

§ 3. Het stelt jaarlijks een verslag op over de uitvoering van de wet, haar uitvoeringsbesluiten en de wijze waarop de impactanalyses werden uitgevoerd. Dit verslag wordt meegedeeld aan de Ministerraad en vervolgens gepubliceerd op de in artikel 9 vermelde website.

Art. 8. § 1. Wanneer een adviesaanvraag wordt ingediend, onderzoekt het comité de impactanalyse alsook alle daaraan toegevoegde documenten binnen de vijf werkdagen. In onderling overleg en met akkoord van de aanvrager kan deze termijn worden ingekort of verlengd.

§ 2. De adviesaanvraag wordt elektronisch ingediend bij het secretariaat van het comité. De ontvangstdatum doet de termijn bedoeld in § 1 aanvragen.

§ 3. De adviesaanvraag kan op het geheel of op slechts één of meer van de transversale doelstellingen en aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 2 van de wet betrekking hebben.

§ 4. Het comité onderzoekt de impactanalyse aan de hand van de volgende criteria : de volledigheid, de correctheid van de informatie, met inbegrip van de vermelding van de gebruikte bronnen en referenties en de pertinentie van de uitleg.

§ 5. De nadere werkwijze zal in een huishoudelijk reglement uitgewerkt worden.

HOOFDSTUK IV. — *Openbaarheid van de impactanalyse*

Art. 9. § 1. De impactanalyses worden op de website van de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging gepubliceerd.

§ 2. De impactanalyses die betrekking hebben op ontwerpen van wetten worden gepubliceerd op het ogenblik van de indiening van het ontwerp bij het Parlement.

§ 3. De impactanalyses die betrekking hebben op koninklijke en ministeriële besluiten alsook op omzendbrieven worden gepubliceerd op het ogenblik van hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. De impactanalyses die betrekking hebben op beslissingen, zullen worden gepubliceerd op het ogenblik waarop het bevoegde regeringslid het beslist.

Art. 10. In de aanhef van de koninklijke besluiten en ministeriële besluiten, die onder het toepassingsgebied van de wet vallen, wordt melding gemaakt van de uitgevoerde impactanalyse of van een van de in artikel 8 van de wet vermelde vrijstellings- of uitzonderingsgronden.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 12. Le Premier Ministre, la Ministre de l'Égalité des chances, la Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture, le Ministre de la Simplification administrative, le Ministre de la Coopération au développement, le Ministre compétent pour le Développement durable, sont chargés de l'exécution de cet arrêté chacun pour ce qui les concerne.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

La Ministre des P.M.E.,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de la Simplification administrative,
O. CHASTEL

Le Ministre de la Coopération au développement,
J.-P. LABILLE

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Secrétaire d'État au Développement durable,
S. VERHERSTRAETEN

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 12. De Eerste Minister, de Minister van Gelijke kansen, de Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen, de Minister van Administratieve vereenvoudiging, de Minister van Ontwikkelingssamenwerking, de Minister bevoegd voor Duurzame Ontwikkeling zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

De Minister van Gelijke kansenbeleid,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van K.M.O.'s,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Administratieve Vereenvoudiging,
O. CHASTEL

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
J.-P. LABILLE

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
S. VERHERSTRAETEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/00824]

21 DECEMBRE 2013. — *Loi portant des dispositions diverses Intérieur (1)*

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — *Police*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives à la protection de l'uniforme de la police intégrée*

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, on entend par "uniforme policier" une partie ou la totalité de l'équipement de la police intégrée qui correspond aux caractéristiques et tailles de l'uniforme de la police intégrée prévues dans les dispositions réglementaires et leurs mesures d'exécution et qui porte le logo de la police ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de celles-ci.

Est assimilée à cet uniforme policier une imitation, une réplique ou une copie plus ou moins fidèle de cet uniforme policier ou d'un vêtement ou d'un objet qui peut être considéré par toute personne raisonnable comme étant une pièce de l'uniforme policier et qui porte le logo de la police ou tout dérivé de celui-ci, quelle qu'en soit la couleur, ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de ceux-ci.

Art. 3. Sauf dans les cas visés à l'article 6, § 1^{er}, toute personne physique ou morale qui achète ou vend, à distance ou non, met en vente, loue ou met en location, offre en location, donne ou reçoit en dépôt ou en gage, emprunte ou prête, fabrique ou importe, la totalité ou une pièce de l'uniforme policier, visé à l'article 2, est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 euros à 50.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/00824]

21 DECEMBER 2013. — *Wet houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken (1)*

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — *Politie*

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen betreffende de bescherming van het uniform van de geïntegreerde politie*

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder "politie-uniform", een deel of het geheel van de uitrusting van de geïntegreerde politie dat beantwoordt aan de reglementair vastgestelde kenmerken en maten van het uniform van de geïntegreerde politie en hun uitvoeringsbepalingen en dat het politielogo of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt.

Met dit politie-uniform wordt gelijkgesteld een al dan niet natuurgetrouwe imitatie, replica of kopie van dit politie-uniform of een kledingstuk of voorwerp dat voor elke redelijke persoon kan worden beschouwd als een onderdeel van het politie-uniform en dat het politielogo of elk afgeleide hiervan, ongeacht de kleur, of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt.

Art. 3. Behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 6, § 1, wordt elke natuurlijke of rechtspersoon die het geheel of een onderdeel van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, koopt of verkoopt, al dan niet op afstand, in koop aanbiedt, huurt of verhuurt, in huur aanbiedt, in pand geeft of krijgt, in bewaring geeft of krijgt, leent of ontleent, vervaardigt of invoert, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar, en met een geldboete van 50 euro tot 50.000 euro, of met één van die straffen alleen.